



2011

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET REVUE FINANCIÈRE DE L'ONTARIO



L'honorable **DWIGHT DUNCAN**
Ministre des Finances

ALLOCUTION

Pour de plus amples renseignements au sujet de *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2011, Allocution*, appeler (sans frais d'interurbain) au :

Demandes en français et en anglais : 1 800 337-7222
Téléimprimeur (ATS) : 1 800 263-7776

Pour avoir la version électronique du document, visiter le site Web du ministère à : www.fin.gov.on.ca

On peut se procurer des exemplaires de cette publication :

En ligne à www.serviceontario.ca/publications

Par téléphone au Centre de service de ServiceOntario

Lundi à vendredi, 8 h 30 à 17 h

416 326-5300

416 325-3408 (ATS)

1 800 668-9938 Sans frais au Canada

1 800 268-7095 ATS Sans frais en Ontario

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2011

ISSN 1499-5557 (Imprimé)

ISSN 1499-5573 (PDF/HTML)

This document is available in English under the title:

2011 Ontario Economic Outlook and Fiscal Review, Statement

INTRODUCTION

Monsieur le Président, je présente aujourd'hui le document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2011*.

Au moment où je vous parle, l'économie mondiale est en proie à l'incertitude.

Dans certains cas, cette incertitude résulte de défis réels et urgents auxquels font face nos partenaires commerciaux.

En Europe, la situation demeure volatile, et cela préoccupe le solide secteur financier de l'Ontario.

Au Japon, les graves répercussions économiques du tragique tsunami continuent de se faire sentir, ce qui se traduit par des perturbations de la chaîne d'approvisionnement pour le secteur manufacturier ontarien.

Le ralentissement de la croissance aux États-Unis – notre principal partenaire commercial – affecte aussi la croissance en Ontario.

Dans d'autres cas, l'incertitude économique mondiale n'a d'autre cause que la nervosité et les rumeurs qui se propagent sur les marchés boursiers, balayant sur leur passage les épargnes de la population.

L'incertitude règne, Monsieur le Président.

Et les gens sont inquiets.

Ce qui est compréhensible.

Notre rôle, en tant que gouvernement, est de prendre les mesures qui s'imposent.

Voilà pourquoi, Monsieur le Président, l'économie de l'Ontario et la création d'emplois seront la priorité de notre gouvernement.

Ces huit dernières années, nous avons fait de grands progrès – de concert avec les Ontariennes et Ontariens – pour consolider les assises d'une économie vigoureuse.





Ensemble, nous avons bâti de meilleures écoles.

Et, comme résultat, nous avons l'une des main-d'oeuvre les plus instruites au monde.

Nous devons maintenant travailler ensemble pour nous assurer qu'un plus grand nombre de ces travailleurs trouvent les bons emplois bien rémunérés qu'ils méritent.

Ensemble, nous avons bâti un meilleur système de santé.

Nos efforts ont entraîné une diminution des temps d'attente, fait en sorte que quelque 1,3 million d'Ontariennes et d'Ontariens de plus ont accès à un médecin de famille et doté la province d'un plus grand nombre de médecins et d'infirmières et d'infirmiers.

Nous devons maintenant utiliser notre avantage dans le domaine des soins de santé pour attirer plus d'investissements.

Et ensemble, nous avons réformé notre régime fiscal.

Faisant de l'Ontario l'un des endroits les plus concurrentiels au monde pour les nouveaux investissements des entreprises.

Nous redoublons maintenant d'efforts afin de tirer profit de cet avantage.

Nous avons connu une croissance modérée au cours des deux dernières années – ce qui est déjà mieux que bien d'autres endroits au monde – mais il reste encore beaucoup à faire.

Monsieur le Président, l'heure est grave.

Elle exige un plan sérieux.

Un leadership stable.

Et une société dont les membres travaillent ensemble.

C'est ce que nous avons en Ontario.

Voilà pourquoi je suis convaincu qu'aucun autre endroit n'est mieux préparé que l'Ontario pour faire face à la tourmente ... et en meilleure position pour croître et profiter des nouvelles occasions.

RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE MONDIALE

Au cours des huit derniers mois, les économistes du secteur privé ont réduit d'environ 25 pour 100 leurs projections de croissance économique de l'Ontario pour cette année et pour l'année prochaine.

Notre économie continue de croître, mais à un rythme plus lent que les prévisions antérieures et que nous ne le souhaiterions.

Comme notre budget était fondé sur ces prévisions antérieures, nous ferons face à des pressions additionnelles, alors que nous protégerons les progrès accomplis dans nos écoles et nos hôpitaux tout en réduisant le déficit.

Monsieur le Président, malgré ces prévisions plus basses, nous maintenons notre détermination à atteindre les objectifs établis dans notre plan budgétaire équilibré.

Le budget de 2011 donnait plus de détails sur ce que nous ferions pour atteindre cet équilibre.

Et, plus récemment, le premier ministre a établi les principes que suivra notre gouvernement alors que nous prendrons des mesures pour équilibrer le budget.

Nous protégerons les soins de santé et l'éducation, qui représentent les plus importants services publics.

Toute réforme entreprise ne compromettra pas ces services.

Nous rejeterons les compressions arbitraires parce qu'elles signifieraient des réductions considérables dans les secteurs de la santé et de l'éducation.

Toute réforme adoptée doit accroître la valeur de chaque dollar dépensé grâce à des gains d'efficacité et de productivité.

Nous n'envisagerons pas des augmentations d'impôt ni la privatisation des soins de santé publics.

Enfin, nous n'adopterons pas des mesures d'austérité qui feraient du tort à notre économie.





Monsieur le Président, en adhérant à ces principes, nous continuerons d'offrir à la population ontarienne les services publics dont elle a besoin, effectuerons les réformes nécessaires pour atteindre nos objectifs et resterons sur la voie menant à l'équilibre, telle que tracée dans notre budget de 2010.

C'est dans le domaine des soins de santé que nous trouverons les meilleures possibilités de réforme et de renouveau.

Étant donné que les soins de santé absorbent une part toujours grandissante du budget et que le vieillissement de la population intensifie les pressions sur le système, un grand nombre d'Ontariennes et d'Ontariens craignent pour l'avenir de nos soins de santé.

Monsieur le Président, notre gouvernement relèvera ce défi. Nous travaillerons pour garantir un système de santé solide – non seulement pour nous-mêmes, mais aussi pour nos enfants et nos petits-enfants.

Monsieur le Président, alors que nous rétablissons l'équilibre budgétaire de l'Ontario et dirigeons la province en cette période d'incertitude mondiale, nous déploierons la même énergie et ferons preuve de la même ferveur que celles qui ont caractérisé nos efforts passés.

En 2003, l'Ontario faisait face à la détérioration des services publics.

Notre gouvernement a agi et, aujourd'hui, l'Ontario est reconnu partout au monde pour la qualité de ses établissements scolaires.

De plus, nos temps d'attente pour les chirurgies sont les plus courts au Canada.

En 2008, l'économie mondiale a sombré dans l'une des plus profondes récessions qu'on ait connue depuis des générations.

Notre gouvernement, à l'instar de bien d'autres, a investi massivement dans des mesures de stimulation qui ont entraîné la construction de routes, de ponts et d'autres infrastructures importantes.

Ces investissements ont atténué les répercussions de la récession sur nos familles en protégeant et en créant des emplois.

Nous faisons maintenant face à un nouveau défi, celui d'offrir des services publics de calibre mondial et de retrouver l'équilibre budgétaire en période de ralentissement économique.

Nous avons donc, une fois de plus, pris les mesures qui s'imposaient.

Nous avons réalisé des économies grâce à des réformes touchant les médicaments génériques, avons diminué de 5 pour 100 le nombre d'organismes gouvernementaux et sommes en voie de réduire la taille de la fonction publique.

Dans le budget de 2011, nous annonçons la création de la Commission de réforme des services publics de l'Ontario, sous la présidence de l'économiste Don Drummond.

Dans quelques mois, la Commission présentera ses recommandations sur les moyens à prendre pour réformer les services publics.





Le rapport de M. Drummond aidera à entamer une conversation et un débat réfléchis sur les meilleurs moyens pour l'Ontario d'atteindre son objectif d'éliminer le déficit tout en protégeant les écoles et les hôpitaux.

Une conversation portant sur une réforme significative de la façon dont le gouvernement offre des services aux contribuables ...

Un débat plus sérieux que simplement réclamer des compressions majeures et arbitraires dans tous les secteurs.

De telles compressions n'apportent pas de résultats à long terme lorsqu'il s'agit de réduire la croissance des dépenses.

Elles reportent simplement les échéances, passant les décisions et la responsabilité aux gouvernements futurs ...

De plus, elles élimineraient les progrès réalisés par la population de l'Ontario quant à l'amélioration des écoles et des hôpitaux.

Une approche beaucoup plus difficile – et beaucoup plus satisfaisante – consiste à analyser tout ce que fait le gouvernement, poste par poste, afin de trouver des moyens créatifs, efficaces et efficaces de dispenser des services publics.

Une approche plus intelligente et plus stratégique consiste à considérer le type de décisions que nous devons prendre aujourd'hui afin d'optimiser l'utilisation des deniers publics, tout en fournissant les meilleurs résultats aux familles ontariennes.

Aux prises avec un rythme de croissance économique plus lent que prévu, l'Ontario relèvera le défi en misant sur ses succès passés en matière de réforme du fonctionnement du gouvernement.

Nous savons que M. Drummond conseille de maintenir la croissance des dépenses de programmes à un taux de 1 pour 100 par année.

Nous consulterons les Ontariennes et Ontariens et l'Assemblée législative à ce sujet lorsque la Commission aura déposé son rapport.

Nous savons également que toute nouvelle dépense ou toute charge imprévue doivent être assumées grâce à des économies réalisées ailleurs.

Au cours de la dernière génération, les gouvernements de toutes les allégeances ont contribué à l'augmentation de l'endettement.

Et comme le savent les Ontariennes et Ontariens, il n'est simplement pas viable de continuer à emprunter sans réduire les dépenses.

Monsieur le Président, plus tôt cet automne, tous les partis politiques représentés à l'Assemblée législative ont convenu du même échéancier pour éliminer le déficit.

Les trois partis ont projeté de très faibles taux de croissance des dépenses de programmes.

J'ai donc le plaisir d'annoncer qu'au cours de la dernière année, le taux de croissance des dépenses a été réduit de presque la moitié.

Et, conformément aux objectifs de réduction du déficit établis dans le budget de 2010, nous projetons un déficit de 16,0 milliards de dollars pour le présent exercice.

En fait, cela nous place légèrement en avance sur les prévisions budgétaires, et ce, malgré l'incertitude et la volatilité économiques mondiales.

Nous savons tous cependant qu'il y a encore beaucoup de pain sur la planche.

Et notre gouvernement continuera d'atteindre ses objectifs.



CRÉDIT D'IMPÔT POUR L'AMÉNAGEMENT DU LOGEMENT AXÉ SUR LE BIEN-ÊTRE

Poursuivant nos efforts pour aider l'Ontario à aller de l'avant, Monsieur le Président, nous accorderons la priorité aux éléments de notre plan qui, à la fois, répondent aux besoins des familles ontariennes et renforcent notre économie.

Le gouvernement proposera le crédit d'impôt pour l'aménagement du logement axé sur le bien-être.

Ce crédit aiderait les personnes âgées à rester chez elles plus longtemps.

Il soutiendrait plus de 10 000 emplois et favoriserait une activité économique représentant environ 800 millions de dollars.

Il serait avantageux pour les contribuables en atténuant les pressions qui s'exercent sur le coût des soins de longue durée.

Compte tenu du besoin d'établir un équilibre entre les nouvelles dépenses visant à aider les familles et la nécessité de réduire la croissance des dépenses, le coût de ce programme serait compensé par des économies réalisées dans d'autres secteurs.

Monsieur le Président, telle est notre nouvelle réalité.

Les nouvelles politiques envisagées par le gouvernement et l'Assemblée législative ne doivent pas faire obstacle à l'élimination du déficit.

CONCLUSION

Monsieur le Président, les Ontariennes et Ontariens ont toujours su relever les défis qui se sont présentés à eux.

Lorsque notre gouvernement a dû faire face à la dégradation des services publics et à un réseau d'électricité incapable de générer la croissance économique, nous avons réagi.

Lorsque l'économie mondiale a sombré dans la récession, nous avons réagi.

Lorsque le régime fiscal de l'Ontario a dû être réformé pour accroître les investissements et créer des emplois, nous avons réagi.

Et, bien que les défis auxquels nous faisons face aujourd'hui soient nouveaux, la façon de les relever ne l'est pas.

Nous réagirons comme les Ontariennes et Ontariens ont toujours réagi.

Avec détermination.

En déployant des efforts acharnés.

Et en travaillant ensemble.

Notre gouvernement planifiera avec prudence, poursuivra ses réformes sans relâche et fera passer les bonnes idées avant l'idéologie.

Nous travaillerons avec le présent parlement ... et adopterons avec plaisir les idées ... qui concordent avec les principes que nous avons établis ... et qui servent à renforcer l'économie de l'Ontario.

Parce que nous savons que c'est ce que la population ontarienne attend de nous.





Et, Monsieur le Président, je sais que les Ontariennes et Ontariens sauront reconnaître que les défis actuels leur offrent une occasion de se serrer les coudes ...

Pour aller de l'avant ensemble et faire fond sur les remarquables réalisations qu'ils ont déjà accomplies.

Notre gouvernement est solidaire des Ontariennes et des Ontariens.

Nous sommes inspirés par eux.

Et nos priorités sont – et demeureront – celles de toute la population ontarienne.

Une excellente qualité de vie pour nos familles.

La sécurité et la confiance qui découlent d'un bon emploi.

Et un avenir prometteur pour nos enfants.

Merci, Monsieur le Président.